



Archives et Droits de l'Homme

Juin 2014 – Article 30

Cet article est le dernier d'une série de brèves discussions sur les articles de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (DUDH) et des fonds d'archives qui s'y rapportent.

La série continuera avec pour thème les *Principes relatifs à l'accès aux archives*, adoptés par le Conseil International des Archives en août 2012.

Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, Article 30 :

Aucune disposition de la présente Déclaration ne peut être interprétée comme impliquant pour un Etat, un groupement ou un individu un droit quelconque de se livrer à une activité ou d'accomplir un acte visant à la destruction des droits et libertés qui y sont énoncés.

Dix ans après que la Déclaration universelle a été adoptée, Eleanor Roosevelt, la présidente de la Commission des Nations Unies des droits de l'homme qui a rédigé la Déclaration, s'est présentée devant l'Organisation des Nations Unies pour présenter un guide afin que l'action communautaire soutienne les idéaux de la Déclaration. Elle a déclaré :

Où, après tout, les droits universels de l'homme commencent-ils ? Dans de petits endroits, à proximité de la maison - si proches et si petits qu'ils ne peuvent être vus sur aucune carte du monde. Pourtant, ils *sont* le monde de la personne individuelle : le quartier qu'elle habite; l'école ou le collège qu'elle fréquente; l'usine, la ferme ou le bureau où elle travaille. Tels sont les endroits où chaque homme, femme et enfant cherche une justice équitable, une égalité des chances, une même dignité pour tous, sans discrimination. Si ces droits n'ont pas de sens ici, ils ont peu de sens ailleurs. Sans une action citoyenne concertée pour les respecter près de chez soi, tous les espoirs de progrès dans le reste du monde seront vains.

<http://www.udhr.org/history/inyour.htm>

Le trentième et dernier article de la Déclaration place carrément la responsabilité d'assurer la protection des droits de l'homme sur tout le monde, pas seulement sur les États. En outre, il ne limite pas la responsabilité d'un individu à ceux de la communauté ou de l'État où il réside, mais insiste sur le fait que ce sont des responsabilités universelles. Le projet initial de l'article, tel que proposé par Charles Malik, le délégué du Liban, ne comprenait que la responsabilité des personnes, avec une option - vite adoptée - à inclure les États. La délégation française a proposé d'ajouter le mot « groupement », arguant que « l'expérience a montré que c'était rarement les États ou les individus qui se livraient à des activités qui visaient à la destruction des droits de l'homme; ces derniers temps, ces activités avaient été menées par des groupes agissant parfois sur les instructions ou avec la complicité des États ». Donnant en exemple les activités de groupes fascistes du XXe siècle et du Ku Klux Klan, les rédacteurs ont décidé d'inclure le mot « groupement » et tout l'article a été adopté à l'unanimité par le comité de rédaction. (Johannes Morsink, *The Universal Declaration of Human Rights: Origins, Drafting and Intent*, pp. 87-88).

La Déclaration universelle a été examinée à l'Assemblée générale des Nations Unies le 9 et 10 décembre 1948. A la demande de la Pologne, un vote séparé a été pris sur "chaque paragraphe du préambule, et sur chaque article" (Résumé de l'Annuaire des Nations Unies de 1948, chapitre V, questions sociales, humanitaires et culturelles; Section A., Droits de l'homme). La Déclaration, dans son ensemble, a été adoptée par 48 voix pour et 8 abstentions (Biélorussie, Tchécoslovaquie, Pologne, Arabie Saoudite, Ukraine, Union d'Afrique du Sud, U.R.S.S. et Yougoslavie) et deux États ne votant pas (Honduras et Yémen).

Après l'adoption, le Président de l'Assemblée générale a déclaré alors que "la Déclaration marquait seulement une première étape, puisqu'elle n'était pas une convention par laquelle les États seraient tenus d'appliquer et de refléter les droits fondamentaux de l'homme; pas plus qu'elle n'en prévoit l'exécution; elle était cependant un pas en avant dans un grand processus d'évolution". Et tandis que la Déclaration a été suivie près de vingt ans plus tard (1966) par deux pactes contraignants (un sur les droits civils et politiques et un sur les droits économiques, sociaux et culturels), Charles Malik, le délégué du Liban, a jeté en 1986 un regard en arrière sur la Déclaration et les conventions et a déclaré: « Chaque fois que la question des droits de l'homme a surgi dans le monde entier, le recours a été fait bien plus à la Déclaration qu'aux conventions ». (cité dans Mary Ann Glendon, "The Rule of Law in the Universal Declaration of Human Rights". <http://www.law.northwestern.edu/journals/jjhr/v2/5/>)

États, groupes et personnes: c'est ce que couvrent les sources des matériaux que les archives détiennent. Les sources se trouvent dans les archives d'entreprises et les archives des organismes confessionnels, les archives des groupes rebelles et des États, la correspondance des hommes et des femmes. Nous, en tant qu'archivistes, nous sélectionnons, conservons et donnons accès à des documents qui permettent aux gens de faire valoir et de protéger les droits énumérés dans les trente articles de la Déclaration

universelle. Les archivistes sont vraiment des acteurs responsables dans le cadre du respect des droits humains.

Commentaire.

Les juges de la Cour de justice de l'Union européenne (CJCE) ont déclaré que les Européens ont un "droit à l'oubli" et les archivistes du monde entier ont frissonné. Costeja Gonzalez d'Espagne et l'Agence espagnole de protection des données (AEPD) ont porté plainte à la CJCE pour forcer Google Espagne et Google Inc. "à supprimer ou cacher les données personnelles concernant Gonzalez afin qu'il cesse d'être inclus dans les résultats de recherche et ne figure plus dans les liens" du journal dans lequel "une annonce mentionnant le nom de M. Costeja Gonzalez apparaissait dans une vente aux enchères immobilière liée à une procédure de saisie pour le recouvrement des créances de sécurité sociale". Costeja Gonzalez a fait valoir "que la procédure de saisie le concernant avait été entièrement résolue depuis un certain nombre d'années et que leur référence était maintenant dénuée de pertinence". Au départ, il avait également demandé à l'AEPD d'ordonner au journal de "supprimer ou modifier" les pages où l'information apparaissait, mais l'AEPD a rejeté cette demande parce que le journal l'avait publié "sur l'ordre du ministère du Travail et des Affaires sociales et avait pour but de donner le maximum de publicité à la vente aux enchères afin de garantir autant de soumissionnaires que possible". La CJCE a ordonné à Google de retirer les liens demandés.

<http://curia.europa.eu/juris/document/document.jsf?jsessionid=9ea7d2dc30d58be3c845fd10412fab108b7a7423eb7f.e34KaxiLc3qMb40Rch0SaxuNbh90?text=&docid=152065&pageIndex=0&doclang=en&mode=req&dir=&occ=first&part=1&cid=49823>

Aussi catégorique que soit le langage de la cour sur le "droit à l'oubli", une autre partie de la décision du tribunal montre qu'il existe des cas où l'intérêt public l'emporte sur la vie privée de l'individu: « S'il est vrai que les droits de la personne concernée ... outrepassent, en règle générale, l'intérêt des utilisateurs d'Internet, cet équilibre peut cependant dépendre, dans certains cas, de la nature de l'information en question et de sa sensibilité pour la vie privée de la personne concernée et de l'intérêt du public à avoir l'information ; un intérêt qui peut varier, en particulier, en fonction du rôle joué par la personne concernée dans la vie publique"(paragraphe 81). Cette déclaration est si générale qu'elle est inutile: en effet, qu'entendent les juges par «vie publique»? Dans ce cas, l'information a reçu l'ordre d'être imprimée par une agence gouvernementale agissant en sa capacité juridique officielle. Si ce n'est pas de la vie publique, qu'est-ce? "Dans les premiers jours qui ont suivi la décision, environ 1'000 Européens ont demandé à Google d'effacer des liens, dont environ la moitié avait des condamnations pénales et l'autre pas", a rapporté le *New York Times*.

Contrairement à ce cas qui a conduit à la décision de la CJCE, le public semble blasé des atteintes à la protection des données qui exposent les données personnelles au monde entier. Juste ce mois aux Etats-Unis, il y a eu des atteintes à la protection des données dans, par exemple, une université, une société de semence de maïs et un casino, tandis que plus tôt cette année Target, un grand magasin, a subi une fuite qui a affecté 110 millions de comptes de crédit et de débit. Les infractions sont devenues si communes que les compagnies d'assurance offrent maintenant des polices pour couvrir les atteintes à la protection des données. Et pourtant, l'indignation du public reste muette : un haussement

d'épaules et un hochement de tête (à moins, bien sûr, que vos données soient utilisées par un criminel).

En quoi cela influence-t-il les services d'archives et les documents d'archives? Le cas européen portait en partie sur la facilité avec laquelle l'information peut être trouvée; après tout, le tribunal n'a pas exigé que les documents imprimés soient radiés, mais seulement leur lien. Il est particulièrement troublant que ce soit un lien vers un document public, et nous devons voir comment il sera globalement appliqué à d'autres informations du gouvernement. On peut supposer que les instruments de recherche avec des noms et des documents numérisés peuvent encore être mis en ligne, mais la décision aura une incidence sur les chercheurs: la seule façon de trouver de l'information sur une personne qu'on recherche sera de deviner que les documents existent dans un service d'archives particulières, même si le site des archives n'apparaît pas dans une recherche de renseignements sur la personne. Dans un sens, le tribunal renvoie la recherche à l'époque pré-Internet où la réflexion sur l'emplacement probable de l'information était la première étape et le contact direct avec les archives était la deuxième étape. Tout comme il en était pour le papier avant les documents imprimés, il y avait des inventaires avant Google. Nous pourrions tous avoir à apprendre à les utiliser à nouveau.

http://www.nytimes.com/2014/05/30/business/international/on-the-internet-the-right-to-forget-vs-the-right-to-know.html?_r=0 ; <http://siliconangle.com/blog/2014/05/30/data-breach-burnout-the-biggest-threat-of-all/>; <http://www.post-gazette.com/local/city/2014/05/30/All-62-000-workers-at-UPMC-may-now-be-victims-Data-breach-at-UPMC-may/stories/201405300188>; <http://www.arkansasbusiness.com/article/99018/arkansas-state-notified-of-data-breach-up-to-50000-could-be-affected>; <http://www.cbronline.com/news/security/monsanto-hit-by-data-breach-4281671>; <http://www.lowcards.com/data-breach-hits-11-casinos-nevada-24549>; <http://www.bostonglobe.com/busin>

Nouvelles internationales.

Chambres extraordinaires Africaines / Tchad. Les Chambres extraordinaires africaines, qui jugent Hissène Habré, l'ancien président du Tchad, mènent leur "quatrième et peut-être dernière mission d'enquête au Tchad", a rapporté *l'International Justice Tribune*, tout en continuant à entendre des témoins et à "examiner les archives de la DDS, l'ancienne police politique tchadienne". <http://justicetribune.com/home/>

Cour européenne des droits humains. Dans une décision que deux juges ont appelée "la plus importante contribution à la paix en Europe dans l'histoire de la Cour européenne des droits de l'homme", la Cour a ordonné à la Turquie de payer € 90.000.000 en dommages-intérêts punitifs à Chypre pour les personnes disparues et autres violations des droits de l'homme. Le gouvernement chypriote "doit mettre en place un mécanisme efficace de distribution" de l'argent aux victimes individuelles pour les dommages qui se sont produits depuis que la Turquie a envahi et occupé le nord de Chypre en 1974. Les documents que les victimes doivent fournir pour participer à la distribution devront être décidés et les dossiers de revendications soigneusement préservés. Cependant, la Turquie a immédiatement déclaré qu'elle ne paierait pas les dommages et intérêts. Pour le jugement, voir

[http://hudoc.echr.coe.int/sites/eng/pages/search.aspx?i=001-144151#{"itemid":\["001-144151"\]](http://hudoc.echr.coe.int/sites/eng/pages/search.aspx?i=001-144151#{); for *Reuters'* [report see http://www.reuters.com/article/2014/05/13/us-turkey-cyprus-davutoglu-idUSBREA4C0AX20140513](http://www.reuters.com/article/2014/05/13/us-turkey-cyprus-davutoglu-idUSBREA4C0AX20140513)

Chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens. Les cas 003 et 004 ont été mis en examen pour cinq ans. Quatre personnes sont suspectes, mais aucun de leurs avocats de la défense "n'a obtenu accès au dossier 003 ou 004, ce qui signifie que les suspects n'ont pas la capacité de suivre les progrès de l'enquête contre eux, un droit crucial pour un procès équitable" a rapporté *l'International Justice Tribune*.

<http://justicetribune.com/home/>

Commission interaméricaine des droits de l'homme. En février 2014, la Cour d'appel en Haïti a ordonné au gouvernement de rouvrir son enquête sur les violations des droits de l'homme commises sous le régime Duvalier. En mai, la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) a tenu une audience publique sur l'accès à la justice pour les victimes du régime Jean-Claude Duvalier en Haïti (1971-1986). Le rapporteur de la CIDH pour Haïti a déclaré à la Commission, "Le manque d'accès aux documents officiels, dans certains cas détenus par le gouvernement haïtien et dans d'autres par les gouvernements étrangers, est un obstacle à la justice". La CIDH a appelé "tous les États membres de l'OEA à ouvrir leur archives sur les violations des droits humains commises sous le régime de Jean-Claude Duvalier en Haïti".

<http://www.haitilibre.com/en/news-11102-haiti-justice-iachr-calls-on-member-states-to-open-their-archives-on-the-regime-of-jean-claude-duvalier.html>; pour le communiqué de presse de la CIDH voir

http://www.oas.org/en/iachr/media_center/PReleases/2014/048.asp

Cour pénale internationale. Le 13 mai, le procureur de la Cour pénale internationale a annoncé la réouverture d'une enquête sur "la situation en Irak", sur la base de nouvelles informations que la Cour a reçues alléguant "la responsabilité des fonctionnaires du Royaume-Uni pour des crimes de guerre impliquant des abus systématiques de détenus en Irak de 2003 à 2008", a déclaré le communiqué de presse de la Cour. Le *Guardian* a rapporté que le Corps de renseignement de l'armée britannique a fait «au moins» 2626 enregistrements vidéo d'interrogatoires en Irak qui "montrent des détenus menacés, intimidés, soumis à des privations sensorielles et se plaignant de la faim". *The Guardian* a également signalé que le ministère de la défense du Royaume-Uni a un "Iraq Historic Allegations Team" qui "investigue actuellement 93 allégations de mauvais traitements impliquant 179 personnes". Pour le communiqué de presse, voir

http://www.icc-cpi.int/en_menus/icc/press%20and%20media/press%20releases/Pages/otp-statement-iraq-13-05-2014.aspx; <http://www.theguardian.com/world/2014/may/13/films-videos-uk-army-interrogations-iraq>

Organisation des Nations Unies. La Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS) a présenté un rapport sur les droits de l'homme sur les événements survenus depuis le 15 décembre 2013. Il est basé principalement sur "plus de 900 entretiens", mais les fonctionnaires ont également "analysé des vidéo et des images photographiques, incluant de l'imagerie satellitaire" et "examiné les rapports médicaux lorsqu'ils étaient disponibles". Ils ont conclu qu'il existe des "motifs raisonnables de croire que les violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire ont été commises par les deux parties en conflit". Les archives des missions sur le terrain telles que la MINUSS sont conservées aux Archives des Nations Unies à New York. Pour le rapport, voir

<http://unmiss.unmissions.org/Portals/unmiss/Human%20Rights%20Reports/UNMISS%20Conflict%20in%20South%20Sudan%20-%20A%20Human%20Rights%20Report.pdf>

Banque mondiale. La Banque mondiale et l'Organisation mondiale de la santé ont élaboré un "Plan d'investissement de mise à l'échelle des enregistrements mondiaux de l'état civil et de statistiques vitales", avec pour objectif d'avoir "l'état universel des naissances, décès, mariages et autres événements d'état civil, y compris la notification des causes de mort, et l'accès à la preuve légale de l'enregistrement pour tous les individus d'ici à 2030". Les Archives responsables de l'état civil devront se mettre en contact avec les responsables de ce projet, qui débutera en 2015.

<http://www.worldbank.org/en/topic/health/publication/global-civil-registration-vital-statistics-scaling-up-investment>

La Banque mondiale a publié un rapport "Voice and Agency : Donner une voix aux femmes et aux jeunes filles pour une prospérité partagée". Au chapitre 7, il fait valoir fortement le besoin de recevoir de meilleures données et des éléments de preuve sur le comportement avec les femmes et les jeunes filles, notant qu'aucun pays en voie de développement "ne recueille systématiquement les données sur la prévalence de la violence physique et sexuelle", parmi les autres violations des droits humains contre les femmes.

http://www.worldbank.org/content/dam/Worldbank/document/Gender/Voice_and_agency_LOWRES.pdf

Monde/Nouvelles générales.

Le propriétaire d'une maison de vente aux enchères à Munich, en Allemagne, qui a vendu 32'000 œuvres d'art entre 1936 et 1944, a été mis en examen après la Seconde Guerre mondiale pour ses liens avec les nazis, mais il n'a jamais été poursuivi. Il est mort en 1958, et la maison de vente aux enchères a été vendue. L'an dernier, le commissaire-priseur successeur a découvert dans une armoire au sous-sol 93 catalogues donnant "des informations détaillées sur les vendeurs, les évaluations et les acheteurs", couvrant 33 ventes aux enchères en temps de guerre à Munich et 18 à Vienne. *Art Law Report* a écrit que les catalogues "comprennent un nombre important de vendeurs juifs jusqu'en 1941, qui cherchaient à vendre leurs collections, avec des descriptions détaillées des objets eux-mêmes". Les noms et les images des œuvres ont été publiés sur *lostart.de*, le site Web du gouvernement allemand pour récupérer l'art pillé. Ceci, a commenté le *Telegraph*, est "la première fois qu'un marchand d'art allemand a publiquement publié ses archives de l'époque nazie."

<http://www.artlawreport.com/2014/05/28/the-next-gurlitt-records-from-weinmuller-auction-house-made-available-online/>; <http://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/europe/germany/10863578/Record-of-largest-ever-Nazi-art-hoard-made-public-for-first-time.html>

Toujours en mai, Cornelius Gurlitt, l'homme allemand dont les milliers d'œuvres d'art ont été saisies lors d'un raid de la police en 2012, est décédé. Il a offert ses œuvres d'art, dont certaines peuvent avoir été pillées par le régime nazi, au musée d'art de la ville de Berne, en Suisse. Pour des informations, voir les *Nouvelles HRWG* 2013-11.

Nouvelles bilatérales et multilatérales.

République Tchèque / Royaume-Uni / Etats-Unis. En avril, le programme de télévision américaine *60 Minutes* a interrogé Sir Nicholas Winton, un agent de change à Londres

qui a sauvé 669 enfants tchèques pendant la Seconde Guerre mondiale. Il a déclaré à l'émission qu'il avait écrit une lettre en mai 1939 au président américain Franklin D. Roosevelt "décrivant la situation des enfants tchèques et demandant que l'Amérique donne refuge à un certain nombre d'entre eux", mais le plaidoyer avait été refusé. Après avoir vu l'émission, David Langbart, un spécialiste des documents diplomatiques aux Archives nationales des États-Unis, a localisé la lettre de Winton et, selon un rapport de *60 Minutes Overtime*, "une chaîne de communications gouvernementales internes" sur la façon d'y répondre. Une copie de sa lettre a été donnée à Sir Winton.

<http://www.cbsnews.com/news/1939-letter-found-plea-to-fdr-to-save-jewish-kids/>

République Dominicaine / Haïti. La République dominicaine a adopté une loi pour donner accès à la citoyenneté aux descendants de migrants en provenance d'Haïti vers la République dominicaine. En septembre dernier, la Cour constitutionnelle de la République avait décidé que les personnes nées en République Dominicaine n'avaient pas automatiquement droit à la citoyenneté et avait appliqué cette décision à tous les migrants depuis 1929. La nouvelle loi est étroite, disent les critiques ; elle s'applique uniquement aux personnes nées d'étrangers vivant dans la République entre 1929 et 2007 et "qui sont enregistrés avec le gouvernement", a rapporté *l'Associated Press*. Pour des informations, voir les *Nouvelles HRWG 2013-09*.

<http://www.miamiherald.com/2014/05/22/4132083/new-dominican-law-aids-some-stateless.html>

Ethiopie / États-Unis. Un homme qui, comme gardien de prison en Ethiopie, a torturé et tué "des dizaines" de personnes dans les années 1970, et qui a ensuite émigré aux États-Unis en utilisant l'identité d'un autre homme, a été condamné à 22 ans de prison pour fraude sur les formulaires d'immigration des États-Unis (en utilisant un faux nom et niant qu'il avait commis des actes de persécution politique). Le juge a dit qu'il avait imposé une longue peine de prison, car "le risque que ce pays soit considéré comme un refuge pour les auteurs de violations des droits de l'homme est telle que la peine maximale est nécessaire", a rapporté *l'Associated Press*.

<http://www.usnews.com/news/us/articles/2014/05/23/prosecutors-seek-long-sentence-for-ethiopian-guard>

Allemagne / Etats-Unis. Un autre album de photo d'Adolf Hitler montrant des peintures et d'autres objets culturels pillés a été donné aux Archives nationales des États-Unis. L'album était en "mains privées", a rapporté le *Washington Post*.

http://www.washingtonpost.com/local/national-archives-to-get-photo-album-of-looted-hitler-art-to-mark-end-of-world-war-ii-in-europe/2014/05/01/83b3c874-d152-11e3-9e25-188ebe1fa93b_story.html

Irak / Royaume-Uni. En novembre 2009, le gouvernement britannique a lancé une "enquête publique sur les allégations selon lesquelles des ressortissants irakiens avaient été arrêtés après un échange de tirs avec des soldats britanniques en Irak en 2004 et illégalement tués dans un camp britannique, et que d'autres avaient été maltraités dans ce camp et plus tard dans un autre centre de détention". Les audiences se sont terminées mais le rapport final n'a pas encore été publié. *The Telegraph* rapporte qu'un cabinet d'avocats représentant les Irakiens a détruit un document pertinent à l'enquête; il contenait "les noms des anciens détenus, ainsi que les pelotons de la milice d'insurgés à laquelle ils appartenaient." Le cabinet d'avocats a été mis sous enquête par le Solicitors Regulatory Authority. Selon le journal, "bien que le contenu du document ait survécu sous d'autres formes, on pense que la destruction de la traduction manuscrite originale a rendu

impossible l'établissement de sa véritable provenance, et donc plus difficile pour les avocats du gouvernement d'établir sa véritable signification au tribunal". En terme d'archivistique, cela plaide pour la valeur intrinsèque du document original. Pour le site de l'enquête, voir <http://www.alsweadyinquiry.org/>;
<http://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/middleeast/iraq/10806582/Iraqis-solicitor-shredded-torture-file.html>

Irak / Etats-Unis. L'ambassadeur de l'Irak aux États-Unis a annoncé une prolongation de l'exposition des archives juives irakiennes trouvées dans le sous-sol inondé de la police secrète irakienne lors de la guerre en Irak et amenées aux États-Unis en 2003. Toutefois, a ajouté l'ambassadeur "les éléments parmi les archives apportées aux États-Unis qui ne font pas partie de l'exposition seront retournés en Irak dans un très proche avenir, comme initialement convenu". Bien que cela n'ait pas été annoncé, il semble que ce soit une prolongation de deux ans.
<http://www.iraqembassy.us/article/statement-on-extension-of-iraqi-jewish-archive-exhibit>

Irlande / Royaume-Uni / Irlande du Nord / Etats-Unis. La controverse a continué à propos des entretiens oraux effectués par le Boston College avec d'anciens membres de l'Armée républicaine irlandaise. La police d'Irlande du Nord a déclaré qu'elle tenterait une action en justice pour obtenir toutes les transcriptions et les enregistrements (elle a déjà obtenu une partie du matériel); le Collège a déclaré qu'il donnera les enregistrements et les transcriptions à toutes les personnes interrogées qui le souhaitent; *NBC News* a demandé à un juge de lui donner accès à tous les éléments déjà retournés à la police d'Irlande du Nord; le Président du Sinn Féin Gerry Adams, qui a été détenu pour interrogatoire puis relâché par la police d'Irlande du Nord, a déclaré que le projet d'histoire orale était «biaisé» car il interviewait des gens qui s'opposaient à lui et aux efforts du parti pour établir la paix; et l'Association d'histoire orale a publié une déclaration sur le projet.
http://mobile.nytimes.com/2014/05/07/world/europe/boston-college-says-it-will-return-interviews-about-northern-ireland.html?emc=edit_th_20140507&nl=todaysheadlines&nid=37749134&r=0&referrer;
<http://www.oralhistory.org/2014/05/05/oral-history-association-response-to-developments-in-boston-college-case/>;
<http://www.nbcnews.com/#/news/investigations/after-nbc-news-question-northern-ireland-police-request-secret-tapes-n112226> ; <http://www.theguardian.com/politics/2014/may/21/boston-college-project-tapes-nbc-legal-challenge-northern-ireland>; <http://chronicle.com/article/Northern-Irish-Police-Seek/146769/>;
<http://www.nytimes.com/2014/05/22/world/europe/where-say-nothing-is-gospel-ira-victims-daughter-is-talking.html?hp&r=0>

Israël / Palestine. Deux adolescents palestiniens ont été tués lors d'un affrontement avec la police et les soldats israéliens dans le village de Cisjordanie de Beitunya le 15 mai. Des images vidéo de "caméras de sécurité fixées dans une entreprise appartenant à des Palestiniens qui donnait sur la scène" ont été communiquées par l'organisme de défense des droits de l'enfant Defense of Children International, a rapporté *Al-Jazeera* et *CNN* a également filmé la fusillade. Autant les documents de l'ONG que ceux des médias journalistiques sont des preuves importantes dans cette affaire.
<http://www.aljazeera.com/news/middleeast/2014/05/video-shows-fatal-shooting-palestinians-2014520144245815183.html>; <http://www.cnn.com/2014/05/29/world/israeli-shooting-investigation/>

Israël / Vatican. Le Pape s'est rendu en Israël, sur fond d'appels répétés pour accélérer l'ouverture des archives du Vatican de l'époque de la Seconde Guerre mondiale.
<http://www.theguardian.com/world/2014/may/22/campaigners-hope-pope-francis-visit-israel-vatican-holocaust-files>

Royaume-Uni / anciennes colonies. Le Foreign and Commonwealth Office a tenu une réunion sur les progrès de la publication des "collections spéciales" qu'il avait refusée aux Archives nationales depuis des années. *Le Guardian* a rapporté que 60'000 dossiers seront examinés d'ici 2019 avec une priorité donnée à "plusieurs classes de dossiers coloniaux, incluant les rapports et documents relatifs aux espions de l'époque de la Seconde mondiale, Guy Burgess et Donald Maclean", mais 540'000 dossiers devraient encore être examinés. Le Bureau va embaucher 12 autres "examineurs de sensibilité" (en plus des 26 déjà employés). Pour le contexte, voir les *Nouvelles HRWG 2014-01 et 02*.

<http://www.theguardian.com/politics/2014/may/11/foreign-office-archive-illegally-held-files>. Pour des photographies des archives du Foreign and Commonwealth "Special Collection", voir <http://www.theguardian.com/uk-news/gallery/2014/may/20/the-foreign-and-commonwealth-special-collection-archives-in-pictures>

Nouvelles nationales.

Argentine. La *International Justice Tribune* a rapporté que cette année "plus de 7000 fichiers ont été trouvés dans la garnison de Campo de Mayo, qui fonctionnait comme centre de détention clandestine. La plupart des fichiers se référaient aux dirigeants politiques emprisonnés dans une prison militaire à Magdalena, province de Buenos Aires. Ils sont toujours à l'étude et ne sont pas encore disponibles pour une consultation publique". L'article offre également un résumé utile de ce qui a été jusqu'ici tiré des archives de la dictature militaire dont la « découverte » a été annoncée en octobre dernier. <http://justicetribune.com/home/>

Bosnie. Les récentes inondations en Bosnie ont fait "des dégâts énormes" dans les archives de la Cour et du procureur du district de Doboj, a rapporté *BIRN*. Heureusement, la plupart des "dossiers concernant les crimes de guerre étaient conservés dans les étages supérieurs" de l'enceinte du tribunal et sont hors de danger.

http://www.balkaninsight.com/en/article/floods-hit-bosnian-judiciary?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter&utm_campaign=2ac9e388ff-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_561b9a25c3-2ac9e388ff-311109073

Croatie. Un ancien ministre de l'Intérieur a été acquitté d'une accusation d'avoir tué des civils lors de la prise de la Yougoslavie par les Partisans communistes pendant la Seconde Guerre mondiale. *BIRN* a signalé que le juge avait déclaré : "La chose la plus importante pour le tribunal et ce procès était qu'il n'y avait pas d'ordres écrits, ce qui est compréhensible puisque, même alors, tout le monde savait que c'était un crime de guerre évident." http://www.balkaninsight.com/en/article/ex-croatian-minister-pleads-not-guilty-for-ww2-mass-killings?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter&utm_campaign=afa061a8ed-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_561b9a25c3-afa061a8ed-311109073

Allemagne. Un historien travaillant pour la Commission historique indépendante de la Bundesnachrichtendienst (BND), l'agence de renseignement étranger de l'Allemagne, a trouvé un dossier de 321 pages dans les archives du BND qui montre que des agents chevronnés de la Wehrmacht et de la Waffen-SS à l'époque nazie ont organisé une "armée secrète" en 1949, a rapporté *Spiegel Online*. L'objectif était de "défendre l'Allemagne de l'Ouest naissante contre l'agression de l'Est durant les premiers stades de la guerre froide et, sur le plan intérieur, de se déployer contre les communistes dans le cas

d'une guerre civile". Un des principaux organisateurs avait appelé le projet "Société d'assurances", et le dossier, qui appartenait à l'ancêtre de la BND, est étiqueté "Assurances". <http://www.spiegel.de/international/germany/wehrmacht-veterans-created-a-secret-army-in-west-germany-a-969015.html>

Le Bureau central allemand des autorités judiciaires des États fédéraux pour l'enquête sur les crimes nationaux-socialistes a annoncé qu'il allait "bientôt" donner aux procureurs de l'État les résultats de ses enquêtes "sur les crimes de guerre qui auraient été commis par plusieurs anciens gardes du camp de concentration" à Majdanek, un camp de concentration nazi situé en Pologne orientale, au cours de la Seconde Guerre mondiale. "Au moins 20 hommes et femmes pourraient être poursuivis", a rapporté *Jurist*. Le *New York Times* a publié un article sur les "nouveaux outils" que les procureurs peuvent utiliser, en particulier les modèles informatiques tridimensionnels des sites. Le procureur de Stuttgart a adopté la nouvelle technologie, mais il dit que la recherche dans les archives est également importante. En préparant le procès contre Hans Lipschis, un garde à Auschwitz, le procureur a utilisé "des feuilles de calcul pour enregistrer les données des livres d'enregistrement nazis et des journaux des officiers afin de calculer des estimations plus précises du nombre de victimes", "le journal méticuleux conservé par le commandant de l'unité pour établir les moments exacts quand le suspect a servi de garde" et "les listes de transport des prisonniers qui sont arrivés à Auschwitz-Birkenau pour savoir combien de personnes sont arrivées sous la surveillance de M. Lipschis". <http://jurist.org/paperchase/2014/05/german-prosecutors-to-consider-new-evidence-against-surviving-nazi-concentration-camp-guards.php>; <http://www.nytimes.com/2014/05/06/world/europe/chasing-death-camp-guards-with-virtual-tools.html>

Guatemala. Comme une preuve frappante que même les procès ayant une documentation massive qui conduit à des condamnations ne suffisent pas à changer quelques esprits, le Congrès du Guatemala a approuvé une résolution non contraignante affirmant qu'il est "juridiquement impossible . . . qu'un génocide ait eu lieu sur le territoire de notre pays pendant le conflit armé" entre 1960 et 1996, a rapporté *l'Associated Press*. Pour le contexte, voir les *Nouvelles HRWG* 2012-02 et 08, 2013-09. <http://abcnews.go.com/International/wireStory/guatemalan-congress-votes-deny-genocide-23715631#.U3OtUNxQCLo.twitter>

Inde. Le Bureau du registre général de l'Inde a lancé le "Million Death Study" pour attribuer des causes aux "millions de décès prématurés qui ont eu lieu entre 2001 et 2014", a rapporté le *New York Times*. "Près de 70 pour cent des décès en Inde, cinq millions en tout chaque année, auraient lieu en l'absence de surveillance médicale" ; des enquêteurs vont dans chaque ménage et remplissent des formulaires papier "d'autopsie verbale", qui seront scannés et partagés avec le Centre pour la recherche en santé mondiale. http://www.nytimes.com/2014/05/23/world/asia/chasing-down-death-india-seeks-answers-on-premature-mortality.html?_r=0

Des documents électoraux "importants" se trouvaient parmi les archives qui ont brûlé dans un incendie au Conseil d'Etat de l'Education et de la Formation à Gurgaon, une ville près de New Delhi, a signalé *India News*. http://twocircles.net/2014may25/fire_destroys_election_records_scert_gurgaon.html#.U4NZItEgunk

Irlande. Le *Irish Times* a rapporté que le gouvernement prépare une législation pour transférer aux Archives nationales les documents de la Commission d'enquête sur la maltraitance des enfants, la Commission de recours des institutions résidentielles et le Comité d'examen du conseil de réparation. Les dossiers seront ensuite scellés pendant 75 ans avec «accès restreint». Environ 1'400 plaignants ont témoigné, comme l'ont fait les représentants de 18 congrégations religieuses qui géraient les établissements résidentiels pour les enfants. <http://www.irishtimes.com/news/social-affairs/abuse-documents-not-to-be-destroyed-despite-assurances-1.1811692>

Des documents de la Bank of Ireland qui "comprennent des statistiques détaillées qui ne seraient pas autrement disponibles sur les arriérés de prêts hypothécaires, les demandes de prêt, la performance des prêts hypothécaires accordés aux membres du personnel et aux développeurs et ses estimations des problèmes d'arriérés de concurrents jusqu'à mars 2014, ont été découverts dans les transports publics par un usager " et donnés au *Sunday Independent*.
<http://www.independent.ie/business/irish/security-chaos-at-boi-as-files-left-on-public-transport-30301043.html>

Kenya. Dans des articles déposés à deux jours d'intervalle, *The Standard* a rapporté qu'un vérificateur a découvert que "quelque 10'000 fichiers sont manquants dans le registre foncier". Le Kenya a un nouveau "centre national de titrage à Survey of Kenya" qui vise à délivrer au Kenyans un million de documents de propriété foncière à la fin de l'année. Ensuite, la nouvelle a été donnée que trois employés du cadastre ont été arrêtés et un autre interrogé; tous ont été pris en train de "sortir en catimini" des titres de propriété de l'immeuble. Les fonctionnaires du ministère ont dit que certains employés, "ayant peur qu'ils puissent être attrapés en raison de leur implication dans des affaires de corruption, ont secrètement transporté illégalement des fichiers et titres de propriété soupçonnés d'être signés illégalement." http://www.standardmedia.co.ke/?articleID=2000119779&story_title=10-000-files-missing-at-lands-registry-audit; http://www.standardmedia.co.ke/?articleID=2000120998&story_title=lands-ministry-staff-caught-sneaking-out-title-deed/

Koweït. Le Ministère de l'Intérieur du Koweït a annoncé qu'il était "en train de négocier avec un «pays arabe» ami la naturalisation de la communauté apatride du Koweït en échange d'avantages économiques", a rapporté *Al-Monitor*. Lorsque le Koweït est devenu indépendant en 1961, les personnes ont dû se faire enregistrer en tant que citoyens. On estime que 105'000 personnes (sur une population totale de 4 millions), en particulier les Bédouins, soit n'ont pas réussi à s'enregistrer ou "ont fait face à une bureaucratie raciste qui relie la citoyenneté aux résidents urbains et non aux nomades". Sans documents de citoyenneté, les personnes ne peuvent pas obtenir d'éducation publique, des soins de santé et certains types d'emploi. Les Bédouins se sont vu "refuser progressivement toute forme d'identification et les autorités ont commencé à les classer en tant que «résidents illégaux» ". Le gouvernement a dit qu'il envisageait de commencer par "acheter 1900 passeports des Comores pour les personnes apatrides" qui n'avaient "aucun document étatique avant 1985".
http://www.al-monitor.com/pulse/originals/2014/05/kuwait-bedoan-comoros-stateless-citizenship.html?utm_source=Al-Monitor+Newsletter+%5BEnglish%5D&utm_campaign=3444abd6f1-May_30_2014&utm_medium=email&utm_term=0_28264b27a0-3444abd6f1-93088897

Arabian Business Publishing a rapporté que cinq personnes ont été arrêtées pour avoir tenté de faire passer des documents classifiés sur un navire en partance pour l'Inde. "Les documents incluent des papiers des ministères de l'intérieur et de la défense, y compris des cartes d'identité de la police et des militaires, des lettres secrètes du ministère de l'Éducation, de la Direction générale de la circulation, du ministère des Affaires sociales et de l'Université du Koweït" et "des détails des clients des banques et de leurs comptes." <http://www.arabianbusiness.com/five-arrested-for-bid-smuggle-secret-kuwait-gov-t-documents-551157.html>; <http://news.kuwaittimes.net/official-denies-classified-files-smuggling-report-heading-to-india/>

Lettonie. Le Parlement a modifié la "loi sur la conservation des documents du KGB et la détermination du statut des anciens agents du KGB ou informateurs en Lettonie", a rapporté *The Baltic Times*. Une "commission interministérielle spéciale" créée pour mener une "recherche scientifique" sur les archives du KGB commencera ses travaux le 1er janvier 2015 et les terminera le 31 mai 2018, date à laquelle les archives seront rendues publiques. <http://www.baltictimes.com/news/articles/34827/#.U22ZJtF3M1J>

Mexique. L'état du Michoacan a imposé une date limite au 10 mai pour que les membres des groupes paramilitaires ("auto-defensas") "enregistrent leurs armes et se dissolvent formellement", a rapporté le *Los Angeles Times*. Plus de 6000 armes ont été enregistrées par "au moins" 3316 personnes, qui ont reçu l'autorisation de "garder leurs armes de poing et armes d'assaut (mais pas de lance-roquettes ou de bazookas)". L'armée a organisé l'enregistrement ; il n'est pas clair où les registres de l'enregistrement seront conservés. Les archives de démobilisation et de désarmement se trouvent dans de nombreux pays post-conflit; on ne sait pas trop quel dépôt d'archives a la garde de ces documents. <http://www.latimes.com/world/mexico-americas/la-fg-michoacan-violence-20140512-story.html#page=1>

Népal. Le président a signé le projet de loi instituant la Commission de Vérité et Réconciliation et la Commission d'enquête sur les disparitions forcées, a déclaré *kantipur.com*. Le Népal a eu deux commissions de vérité précédentes, dont une a publié un rapport; on ne sait pas quelles archives détiennent les documents de ces commissions. <http://www.ekantipur.com/2014/05/12/fullnews/prez-seals-trc-bill/389433.html>

Pays-Bas. Le Conseil de la ville d'Amsterdam a annoncé qu'il " va indemniser les résidents juifs qui ont fui ou ont été chassés de leur domicile au cours de la Seconde Guerre mondiale et qui, à leur retour ,ont trouvé des impôts impayés et les frais de retard de paiement qui les attendaient", a rapporté *l'Associated Press*. La preuve des amendes imposées a été trouvée dans les archives de la Ville, ce qui démontre l'importance des archives municipales pour les droits humains. Pour le contexte, voir les *Nouvelles HRWG* 2013-07. <http://bigstory.ap.org/article/amsterdam-compensate-jews-wwii-taxes-fines>

Norvège. Les Archives nationales ont annoncé qu'à compter du 1er janvier 2015, les documents des procès pour trahison après la fin de la Seconde Guerre mondiale seront accessibles au public. *Norway's News in English* a indiqué que les dossiers "comprennent des informations sur près de 90'000 cas d'allégations de trahison et plus de 350 affaires contre les Norvégiens accusés de crimes de guerre." <http://www.newsinenglish.no/2014/05/15/norway-to-open-war-treason-archives/>

Philippines. *Human Rights Watch* a publié un rapport exhortant le gouvernement à enquêter sur un "escadron de la mort" opérant dans Tagum City sur l'île de Mindanao. *HRW* a utilisé les documents officiels de la police et a trouvé "298 meurtres entre janvier 2007 et mars 2013 que la police provinciale a attribués à la « Tagum Death Squad » et pour lesquels personne n'a été poursuivi." <http://www.hrw.org/reports/2014/05/20/one-shot-head>

Russie. Une nouvelle loi "impose jusqu'à cinq ans de prison et de lourdes amendes pour toute personne qui tente de réhabiliter le nazisme ou qui dénigre le résultat de la Seconde Guerre mondiale russe", a rapporté le *New York Times*. Les historiens et d'autres personnes ont vivement critiqué la loi, mais "les historiens reconnaissent que, après l'effondrement de l'Union soviétique en 1991, quand les archives ont été ouvertes, l'effusion de documents négatifs ont aliéné beaucoup de Russes." http://www.nytimes.com/2014/05/12/world/europe/russia-revisits-its-history-to-nail-down-its-future.html?_r=0

Une autre nouvelle loi exige les blogueurs à s'enregistrer auprès du gouvernement comme un média si leur blog reçoit plus de 3000 visites par jour. Les blogueurs ne peuvent pas être anonymes, et les organisations qui fournissent les plates-formes pour les blogueurs doivent tenir des registres informatiques "sur le sol russe" de tout ce qui est affiché au cours des six mois précédents. Il n'est pas mentionné qui conservera les registres informatiques. Pour un résumé de l'article avec un lien vers la loi, et de l'information sur le fond, voir <http://www.theverge.com/2014/5/7/5690410/putin-signs-law-forcing-bloggers-to-register-with-russian-media-office>

Espagne. Le village de Castrillo Matajudíos, littéralement petit camp fortifié tueur de juifs, a voté pour changer son nom en Castrillo Mota de Judíos, petit camp fortifié juif de Mota, qui semble être le nom original de la ville fondée au XIe siècle par les juifs qui avaient été expulsés d'une ville voisine. Le premier document citant le mot «tueur» dans le nom de la ville est daté de 1623. *The Guardian* a rapporté que le maire de la ville estime que le nom a été changé à la suite de l'Inquisition espagnole et de l'expulsion des Juifs d'Espagne en 1492 par les villageois qui voulaient se démarquer de leur passé juif et ainsi réduire le risque de persécution. <http://www.theguardian.com/world/2014/may/24/castrillo-matajudios-spain-villagers-vote-spain-racism>

Sri Lanka. Le Comité international de la Croix-Rouge et le ministère de la protection sociale du Sri Lanka ont commencé une enquête auprès d'un "échantillon" de familles des disparus "afin de l'évaluer leurs besoins", a rapporté *Inter Press Service*. Le nombre de personnes disparues durant la guerre civile qui a commencé au début des années 1980 pourrait monter jusqu'à 40'000. Le CICR a déclaré qu'il a reçu plus de 16'000 demandes de recherches de personnes disparues. Une commission présidentielle sur les disparus est censée terminer ses travaux en août et "a jusqu'ici reçu 16'000 plaintes". Les documents de l'échantillon et le travail de la commission doivent être conservés soigneusement dans un service d'archives. <http://www.ipsnews.net/2014/04/sri-lanka-prepares-certificates-absence/>

Suisse. En 1996, le canton d'Appenzell Rhodes-Extérieures a vendu la propriété étatique Ausserrhoder Kantonalbank à l'UBS, la plus grande société de banque suisse. La vente comprenait les archives complètes de la banque cantonale, datant de sa fondation en 1877, que l'UBS a été obligée de préserver. Cependant, les historiens étudiant l'histoire

de la Banque Cantonale n'ont pas eu accès aux documents conservés par l'UBS, qui affirme que les archives ont maintenant un caractère privé. Un membre du parlement du canton insiste sur le fait qu'il existe un droit d'accès aux archives qui ont été créées comme documents étatiques; le gouvernement du canton doit maintenant trouver une solution pour rendre aux archives leur réglementation d'accès public. Merci à Hans von Rutte pour l'information. <http://www.nzz.ch/aktuell/schweiz/ubs-sitzt-auf-ausserrhoder-archiv-1.18269654>

Tunisie. La Tunisie a créé une Commission de vérité et justice de 15 membres, a déclaré *Agence France Presse*. <http://www.naharnet.com/stories/en/131271-tunisia-forms-commission-to-compensate-ben-ali-victims>

Le secrétaire général du Syndicat de la Sécurité républicaine (police de sécurité) a déclaré dans une conférence que les archives du directeur général du Syndicat ont été détruites sur ordre du ministère de l'Intérieur, à laquelle il appartient.

<http://www.tunisienumerique.com/tunisie-mohamed-rouissi-des-cadres-du-ministere-de-linterieur-ont-detruit-des-archives/222773>

Turquie. Répondant à la demande formulée par le Premier ministre turc Erdogan que les archives turques soient ouvertes pour les chercheurs sur le génocide arménien en 1915, un chercheur a déclaré à *BIANET* que les archives de l'état-major général "sont ouvertes sur le papier, mais sont pratiquement fermées" et que les instruments de recherche sont insuffisants. <http://www.bianet.org/english/world/155390-open-archives-are-faulty-military-archives-are-de-facto-closed>

Ukraine. Les archives de l'ancien Procureur général de l'Ukraine sont conservées par un «groupe paramilitaire» qui a permis au journal en ligne *Ukrayinska Pravda* d'en publier des extraits. L'actuel Procureur général est actuellement "en négociation" avec le groupe pour obtenir les archives qui, estime-t-il, "contiennent des informations sur la lutte des autorités contre les manifestants" en novembre dernier, a rapporté *RAPSI*, l'Agence d'information légale russe. <http://rapsinews.com/news/20140520/271361933.html>

Royaume-Uni / Irlande du Nord. Le Bureau des archives publiques de l'Irlande du Nord a mis en ligne une liste de plus de 13'000 dossiers d'enquêtes de médecins légistes pour les années 1969-1999. Ces documents comprennent "des informations sur environ 3'000 morts lors des Troubles", a rapporté *BBC News*. Les personnes qui veulent voir les dossiers, qui "peuvent inclure des verdicts d'enquête, des rapports d'autopsie, des déclarations de témoins, des documents de la police et des photographies", doivent déposer une demande selon la loi Freedom of Information Act. <http://www.bbc.com/news/uk-northern-ireland-27629003>

États-Unis. La Maison Blanche a publié un grand rapport, "Big Data: saisir les occasions, en préservant les valeurs". Il essaie de trouver un équilibre entre l'utilisation de grands volumes de données et le droit personnel de protéger la vie privée, appelant à une «charte des droits» des consommateurs pour protéger les données à caractère personnel, à une législation nationale sur la violation des données en créant une norme nationale et des délais de notification après une violation, et à une extension de la protection électronique de la vie privée pour les citoyens non-américains. Il recommande que les organismes fédéraux considèrent "des données de marquage à appliquer pour en limiter l'utilisation,

des politiques d'accès contrôlé, des audits immuables" comme "des protections intégrées à la vie privée, aux droits civils et aux libertés civiles." Comment cela affectera à l'avenir les pratiques des archives du gouvernement reste une question ouverte.

<http://www.baselinemag.com/analytics-big-data/the-white-house-tackles-big-data-and-privacy.html>; pour le rapport, voir http://www.whitehouse.gov/sites/default/files/docs/big_data_privacy_report_may_1_2014.pdf

Dans un rapport connexe, "Les courtiers en données: Un appel à la transparence et à la responsabilité", la Commission fédérale du commerce a utilisé des documents recueillis auprès des courtiers en information (sociétés dont l'activité consiste à collecter des informations provenant de diverses sources, à les reconditionner et à les vendre à d'autres sociétés, principalement des commerçants) afin de dresser un tableau de la grande variété d'informations que les courtiers fournissent, des données démographiques personnelles et affiliations politiques et religieuses à des informations sur la santé et le revenu, et des données sur les loisirs et les habitudes d'achat.

<http://www.ftc.gov/reports/data-brokers-call-transparency-accountability-report-federal-trade-commission-may-2014>

Portant un regard intéressant sur l'utilisation des données volumineuses par le gouvernement, le *New York Times* a rapporté que lors d'une tempête de verglas qui a menacé la Nouvelle-Orléans en janvier dernier, "les fonctionnaires fédéraux ont parcouru les déclarations d'assurance de santé Medicare pour identifier les personnes potentiellement vulnérables et partager leurs noms avec les autorités locales de santé publique afin de les sensibiliser en cas d'urgence et d'exercices en cas de catastrophe". Utilisant les informations, les responsables municipaux ont contacté les patients sous dialyse rénale, leur conseillant de "chercher un traitement précoce parce que les dispensaires seraient fermés", et les personnes qui "dépendent de machines de respiration à la maison et leur ont dit comment trouver de l'aide s'il y avait une panne d'électricité".

http://www.nytimes.com/2014/05/16/us/us-mines-personal-health-data-to-aid-emergency-response.html?_r=0

Un détenu à la prison militaire américaine de Guantanamo Bay, à Cuba, fait la grève de la faim et a poursuivi les États-Unis pour qu'ils arrêtent de le forcer à se nourrir, ont rapporté de nombreuses sources médiatiques. Un juge a temporairement mis fin à cette pratique, mais a permis de la reprendre afin de garder le prisonnier en vie. L'armée a filmé le processus de gavage; des 136 bandes vidéo du prisonnier, le juge a statué que 34 doivent être données à ses avocats ainsi que ses dossiers médicaux de l'année dernière.

<http://www.reuters.com/article/2014/05/17/us-usa-courts-guantanamo-idUSBREA4G00X20140517>;

<http://www.theguardian.com/world/2014/may/23/us-military-force-feeding-guantanamo-detainee-judge>;

http://www.huffingtonpost.com/2014/05/21/judge-produce-gitmo-video_n_5366647.html

Le procureur général a ordonné aux agents d'application de la loi fédérale "d'enregistrer électroniquement les déclarations des suspects en garde fédérale avant de comparaître devant le tribunal", à partir du 11 juillet, a rapporté le *Washington Post*. La directive s'applique au Federal Bureau of Investigation (FBI); Drug Enforcement Administration; Bureau of Alcohol, Tobacco, Firearms and Explosives; et au US Marshals Service. La vidéo est le procédé préféré, mais l'enregistrement audio peut être utilisé. Cette énorme quantité potentielle de nouveaux documents peut entraîner un réexamen, sinon une révision des calendriers de conservation de ces organismes.

http://www.washingtonpost.com/world/national-security/federal-law-enforcement-agencies-directed-to-record-statements-by-suspects-in-custody/2014/05/22/2b5b70fe-e1ca-11e3-810f-764fe508b82d_story.html; pour la déclaration, voir <http://www.justice.gov/agwa.php>

Un scandale a éclaté concernant le traitement d'anciens combattants militaires dans les hôpitaux qui implique des dossiers falsifiés de rendez-vous des patients et des «listes d'attente secrètes» pour rendre les statistiques officielles de traitement meilleures qu'elles ne le sont en réalité. Dans le Veterans Benefits Administration Office, à Saint-Petersburg, en Floride, l'inspecteur général de l'organisme a indiqué que "les dossiers perdus et mal classés dans la salle d'archives étaient un problème majeur", a rapporté le *Tampa Tribune*. Pour un échantillon de la vaste couverture médiatique, voir

<http://www.usatoday.com/story/news/nation/2014/05/09/va-shinseki-veterans-delays-medical/8907417/>;
<http://www.azcentral.com/story/news/politics/2014/05/03/sign-va-officials-destroyed-key-files-sunday/8651183/>;
http://www.cnn.com/2014/05/08/us/va-san-antonio-allegation/index.html?hpt=hp_t2;
<http://www.stripes.com/news/veterans/va-probe-finds-records-disarray-at-st-pete-benefits-office-1.283573>

Plusieurs organisations non gouvernementales des droits humains ont utilisé avec succès la loi sur la liberté de l'information pour obtenir des informations. (1) Un groupe de défense des droits des homosexuels a obtenu des centaines de documents sur «l'effort obsessionnel» du gouvernement dans les années précédant 1975 pour mettre à la porte les gays des emplois gouvernementaux, a rapporté *Advocate*, dont le rapport inclut des liens vers des articles connexes. Les archives du Federal Bureau of Investigation, maintenant aux Archives nationales, sont une source-clé. (2) Le Partenariat pour le Fonds de la justice civile a obtenu quelques 4'000 pages de documents du ministère de la Sécurité intérieure, documentant le suivi du mouvement d'occupation en 2011 et 2012. (3) Et le Conseil de l'immigration américaine a obtenu des archives de la United States Customs and Border Protection qui ont montré que des 809 plaintes d'abus déposées contre des agents de la patrouille frontalière à moins de 100 miles de la frontière sud-ouest de janvier 2009 à 2012, seulement 13 ont conduit à des mesures disciplinaires. Le *New York Times* a noté que les dossiers que le Conseil a examinés étaient simplement "un sous-ensemble du nombre total de plaintes déposées; il n'y a pas de système unifié de déclaration des plaintes contre le Customs and Border Protection".

<http://www.advocate.com/employment-discrimination/2014/05/21/archival-docs-illustrate-feds-obsessive-effort-purge-gay>; <http://www.justiceonline.org/one-nation-under-surveillance/report.html> ;
<http://www.americanimmigrationcouncil.org/newsroom/clip/immigration-council-report-featured-new-york-times>

Contrairement à ces requêtes réussies, la Cour d'appel du district de Columbia a statué (2 juges contre 1) que l'Agence centrale de renseignement peut refuser le projet du Volume V de l'histoire de l'Agence sur l'échec de l'invasion de la baie des Cochons à Cuba, en 1961. La majorité a déclaré qu'en tant que projet, le volume était «pré-décisionnel et délibératif» et pouvait être retiré, même si les directives du ministère de la Justice des États-Unis aux organismes fédéraux affirment que les projets ne devraient pas être retirés uniquement parce qu'ils sont des projets. Le directeur de la National Security Archive, l'ONG qui a déposé la demande selon la loi Freedom of Information Act pour le volume V, a déclaré, "Cette décision mettrait hors des limites d'accès la moitié du contenu des Archives nationales," a rapporté *Politico*.

<http://www.politico.com/blogs/under-the-radar/2014/05/cia-wins-secrecy-for-bay-of-pigs-history-188866.html>

Un centre médical de Boston expérimente l'obtention d'un accès électronique pour les patients psychiatriques aux notes de thérapie rédigées par leurs psychiatres, psychologues et travailleurs sociaux ", a rapporté le *Washington Post*.

http://www.washingtonpost.com/national/health-science/boston-hospital-pilot-gives-patients-electronic-access-to-their-therapists-notes/2014/05/18/2d891bac-cfe5-11e3-a6b1-45c4dff85a6_story.html

Etats-Unis / Californie. Le "plus grand cas de la maltraitance des enfants dans l'histoire" du district scolaire de Los Angeles a été réglé lorsque l'agresseur a plaidé coupable et a été condamné l'année dernière. Cependant, 60 anciens élèves et «environ» 40 parents sont à la recherche de dommages et intérêts lors de procès civils qui iront au tribunal en juillet. Actuellement, le système scolaire a admis qu'en 2008, il a détruit "environ 2'000 rapports contenant des allégations d'abus". Les employés du district scolaire sont tenus de signaler les mauvais traitements présumés à la police ou au Los Angeles County Department of Children. Le district scolaire a gardé des copies des rapports de la fin des années 1980 jusqu'en 2008 lorsque "les responsables ont déterminé que la loi leur interdisait de posséder ces formulaires en raison des règles de confidentialité" et ils ont été détruits. Le porte-parole du district scolaire déclare que les "informations essentielles" contenues dans les rapports "auraient du être pleinement dupliquées dans les rapports de district internes", a rapporté le *Los Angeles Times*. <http://www.latimes.com/local/la-me-miramonte-20140502-story.html#page=1>

Un juge a ordonné aux Boy Scouts of America de lui donner plus de 20 ans de dossiers personnels sur les chefs scouts qui ont été accusés d'abus sexuels, a rapporté *Associated Press*. Les Scouts ont déjà été contraints de communiquer "de grandes portions de documents datant de 1965 à 1985", mais les avocats de l'homme qui dit avoir été abusé vont maintenant obtenir les archives jusqu'en 1991. Les Scouts ont déjà "authentifier" des copies de documents de 1991 à 2011 pour le procès.

<http://www.utsandiego.com/news/2014/May/16/boy-scouts-to-turn-over-files-in-sex-case/>

Etats-Unis / Illinois. *L'Associated Press* a rapporté que l'auditeur étatique de l'Illinois a constaté que lorsque l'Etat a fermé trois établissements de santé en 2012, il "a laissé des tracteurs et un chariot élévateur, un spécimen médical non identifié et des boîtes pleines de dossiers confidentiels de patients et d'employés". Il y avait des "boîtes et des armoires pleines de renseignements confidentiels abandonnés et exposés à d'autres employés de l'État, aux vandales et à la police et aux groupes militaires utilisant l'immeuble pour de la formation". Les archives incluent des "dossiers personnels, dossiers chirurgicaux et psychiatriques des patients et des données sur les bénévoles, des enquêtes, rapports, et la correspondance de l'avocat relative à l'inspecteur général du ministère". L'auditeur a déclaré: "C'est une chose que de laisser une machine à écrire, ou une voiture qui ne fonctionne pas, mais c'est une chose complètement différente de laisser les documents personnels confidentiels d'un employé, ou le dossier médical d'un patient ; qui durent pour toujours. "

<http://chicago.cbslocal.com/2014/05/30/confidential-records-left-behind-after-mental-health-centers-closed/>

Etats-Unis / New York. L'émeute la pire dans une prison de l'histoire des États-Unis a eu lieu en 1971 à la prison Attica à New York. En 2011, "des centaines de lettres et de documents imprimés appartenant aux détenus d'Attica" qui avaient été saisis et stockés par la police de l'Etat après les émeutes ont été transférés aux archives d'Etat. Ils ont été rendus publics lors de leur transfert, mais ont maintenant été retirés d'accès, a rapporté le *Times Union*. L'archiviste d'Etat a déclaré que pendant la rédaction de l'inventaire, les archivistes ont trouvé "de nombreux objets personnels qui soulèvent toutes sortes de

questions sur la protection de la vie privée."

<http://www.timesunion.com/local/article/State-takes-back-public-access-to-Attica-materials-5475897.php>

Etats-Unis / Texas. Le district scolaire indépendant des Forêts du Nord a été "tellement en proie à des problèmes et des scandales" que l'Etat a ordonné que les écoles soient transférées au district scolaire de Houston, a rapporté *KHOU11 News*. L'administration de Houston ne trouve pas beaucoup de documents des écoliers de la Forêt du Nord et les dossiers qui existent manquent de précision. Sans relevés de notes, les anciens élèves ne peuvent pas documenter leurs qualifications pour l'emploi et la formation continue.

<http://www.khou.com/news/investigative/Missing-high-school-records-stop-former-students-from-succeeding-257391801.html>

Etats-Unis / Utah. Les gros titres de *BioEdge* étaient saisissants: "Un cas de paternité qui sort du quotidien, pas aussi terne que l'eau de vaisselle". Un enfant a été conçu par insémination artificielle avec le sperme du père dans une clinique liée à l'Université de l'Utah. L'année dernière, un test d'ADN a montré que l'enfant et son père n'étaient pas liés ; le père biologique était un employé décédé de la clinique qui, entre autres choses, était un détenu "qui avait purgé deux ans d'une peine de six ans pour l'enlèvement d'un étudiante et avoir tenté de lui administrer des décharges électriques afin qu'elle tombe amoureuse de lui". Un comité d'examen de l'université a étudié la question, mais a du mal à reconstituer les événements, car la clinique a été fermée en 1997 et "de nombreux documents ont été détruits plus tard". L'université a refusé de l'annoncer à d'autres familles qui avaient utilisé la clinique ou de communiquer le numéro d'identification du donneur. http://www.bioedge.org/index.php/bioethics/bioethics_article/10950

Etats-Unis / Washington. En vertu d'une demande selon la loi Freedom of Information Act, le *Seattle Times* a obtenu près de 2000 documents sur la façon dont le comté de King traitait les gens qui sont amenés à l'hôpital pour une évaluation psychiatrique et un internement possible. La loi de l'État exige une évaluation dans les 12 heures si la personne est amenée par la police et six heures si elle est amenée par un membre de la famille; si la personne n'est pas évaluée dans ces délais, elle est libérée. En examinant les dossiers, le journal a constaté que "le nombre de personnes touchées par cette loi n'avait jamais été compté auparavant", mais en moyenne une personne non évaluée était relâchée tous les deux jours.

<http://www.poynter.org/latest-news/mediawire/251684/king-county-pays-seattle-times-more-than-40000-for-public-records-violations/>